

Lettre de M. François Hollande, Président de la République, adressée à M. Felipe Calderon Hinojosa, Président des Etats-Unis mexicains, sur les priorités de la France pour le Sommet du G20, le 14 juin 2012.

Monsieur le Président,

Depuis quatre ans, le G20 s'est affirmé comme le principal forum de coopération économique internationale. Dun sommet à l'autre, il a contribué par son unité et son action à renforcer la confiance et à traiter les questions les plus urgentes. Aujourd'hui, alors que l'économie mondiale traverse une nouvelle phase de doutes, les attentes sont fortes. Nous ne devons pas les décevoir. À l'approche du Sommet du G20 que vous accueillerez les 18 et 19 juin à Los Cabos, je souhaite vous faire part de mes priorités.

Ma toute première priorité est que le sommet de Los Cabos soit le sommet de la croissance et de l'emploi. Pour réduire les déséquilibres de l'économie mondiale, il faut des mesures concrètes à la fois de soutien à l'activité et de assainissement des comptes publics. C'est l'objectif du « plan d'action pour la croissance et l'emploi » que nous adopterons. Tous les membres du G20 - économies développées et économies émergentes - doivent prendre leurs engagements.

L'Europe sait quelle doit être au rendez-vous. Depuis mon entrée en fonction, j'ai multiplié les contacts pour réorienter l'agenda européen vers l'objectif d'une croissance durable et responsable. Dix jours après le G20, le Conseil européen des 28 et 29 juin aura à prendre de nouvelles initiatives pour restaurer la confiance dans la zone euro et relancer la croissance dans l'Union européenne.

L'augmentation des ressources du Fonds monétaire international, décidée en avril dernier, est un résultat important de votre présidence du G20. Elle démontre notre capacité collective à répondre à toute nouvelle crise. À Los Cabos, il importe que cette augmentation soit précisée et confirmée. Nous devons également nous engager à mettre en œuvre cette année, conformément aux engagements pris en 2010, la réforme de la gouvernance du Fonds, qui a été ratifiée par la France, mais pas par l'ensemble du G20.

Ma deuxième priorité est que le G20 réaffirme à Los Cabos son engagement politique à poursuivre la réforme de la régulation du secteur financier. Chacun reconnaît aujourd'hui que les excès de la finance sont en grande partie responsables de la crise que nous traversons. Dans ce domaine comme dans celui de la lutte contre les juridictions non-coopératives ou de la lutte contre la corruption, le G20 a déjà obtenu certains résultats, mais il faut d'une part s'assurer que les engagements pris sont mis en œuvre partout, d'autre part aller plus loin et plus vite.

L'objectif est de garantir davantage de stabilité, avec une finance réellement au service de l'économie et de la croissance. De graves événements sont intervenus récemment sur les marchés financiers. Ils plaident pour accroître la supervision financière et mettre en œuvre des standards prudentiels dans toutes les juridictions. Le Conseil de stabilité financière doit être le garant de ces règles. Il le sera d'autant plus efficacement que sa gouvernance aura été renouée.

L'attention portée à la transparence et au fonctionnement des marchés s'applique aussi aux marchés de l'énergie et des matières premières. L'impulsion donnée par le G20 en la matière doit se poursuivre.

Ma troisième priorité pour Los Cabos porte sur la dimension sociale de la mondialisation. Ce sujet est au cœur du G20. Permettez-moi de rappeler les quatre domaines d'action que nous avons

... de son discours, en résumant et rappelant les quatre domaines essentiels que nous avons retenus l'an dernier : la création d'emplois, notamment d'emplois de qualité et d'emplois pour les jeunes ; la protection sociale ; le respect des principes et droits fondamentaux du travail, reconnus par de grandes conventions internationales ; et l'indispensable cohérence à rechercher entre les politiques économiques et les politiques sociales.

Cette priorité est au service des citoyens et de la croissance. Je rends hommage à la présidence mexicaine pour avoir organisé une nouvelle réunion des ministres du Travail et de l'Emploi. De mon point de vue, cette filière du G20 doit être pérennisée. De la même manière, les résultats des travaux du G20 sur l'emploi plaident pour un prolongement de la taskforce instituée sur ce sujet. La crédibilité du G20 se joue également dans le dialogue régulier qu'il entretient avec les partenaires sociaux et les acteurs économiques. La réunion conjointe du Labor 20 (L20) et du Business 20 (B20) à Los Cabos en est une excellente illustration.

À Los Cabos, nous parlerons aussi du sujet essentiel du développement. Vous avez mon entier soutien pour les priorités que vous avez énoncées sur les infrastructures, la sécurité alimentaire et la croissance verte. Il s'agit tout à la fois de leviers pour la croissance mondiale et de vecteurs pour la solidarité internationale, à laquelle la France est attachée depuis toujours.

Je souhaite que nous évoquions également le financement du développement et, plus particulièrement, les financements innovants, dans le cadre d'un menu d'options comprenant le projet de taxe sur les transactions financières. Je suis de ceux qui croient profondément à la nécessité d'instaurer sans plus tarder une telle taxe pour répondre aux défis nés de la mondialisation. Le sommet de Cannes, l'an dernier, a montré que plusieurs membres du G20 adhèrent à cette idée. Il est temps de franchir une étape pour faire de ce projet une réalité. Alors que le G20 rassemble les plus grands pays développés et émergents, il me semble enfin que nous devons discuter dans cette enceinte de l'élaboration de règles communes et d'application réciproque, dans un monde chaque jour encore plus interdépendant. Cette discussion entre partenaires, certes parfois délicate, est indispensable si nous voulons développer le commerce international au service de la croissance, créer des conditions de concurrence plus équitables pour nos entreprises et construire un monde plus juste pour nos citoyens.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.